

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 03/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **HENKEL France Opérations SAS**

299 RUE PIERRE MORIN  
BP 438  
69400 Villefranche-sur-Saône

Références : 20230321\_RAP\_OCP2023\_HENKEL\_Arnas.pdf  
Code AIOT : 0006103547

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement HENKEL France Opérations SAS implanté 299 Rue Grange Morin ZI NORD 69400 Arnas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La DREAL Auvergne-Rhône-Alpes a organisé au cours du mois de mars une vaste opération de contrôle sur de nombreux établissements ICPE sur la thématique "stockages et rétentions des produits chimiques".

L'objectif de ces contrôles était de vérifier en particulier :

- la présence des fiches de données de sécurité des produits dangereux,
- l'état et les capacités de rétention des produits chimiques,
- le stockage des produits chimiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HENKEL France Opérations SAS
- 299 Rue Grange Morin ZI NORD 69400 Arnas
- Code AIOT : 0006103547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HENKEL TECHNOLOGIES FRANCE fabrique des colles et mastics à usage industriel : colles thermofusibles (ou Holt Melt), colles polyuréthanes, mastics à chaud et à froid. Elle est autorisée à exploiter le site par arrêté préfectoral du 27 avril 2009.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI et Arrêté préfectoral du 27/04/2009 article 6.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	/	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant dispose d'un état des matières stockées listant les produits dangereux du site et leurs pictogrammes de dangers associés. Les produits chimiques liquides stockés en extérieur sont placés dans des rétentions faisant l'objet d'une procédure de vérification d'étanchéité. En revanche, le sol des ateliers M2 et M5, faisant office de rétention, n'est pas complètement étanche et les produits stockés sur ces rétentions sont potentiellement incompatibles. Ainsi, l'exploitant devra fournir un plan d'actions afin que les produits dangereux, localisés dans ces ateliers, soient mis sur des rétentions étanches dans le respect des règles de compatibilité fixées dans les fiches de données de sécurité (FDS).

L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en oeuvre effective des actions correctives requises.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
<b>Constats :</b> Les produits liquides dangereux du site sont localisés dans les ateliers suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Stockage M2 – stockage des produits finis et des colles polyuréthanes</li><li>• Atelier PU M5 – fabrication de colles polyuréthanes</li></ul> D'autres produits chimiques liquides sont stockés en extérieur : <ul style="list-style-type: none"><li>• Stockage de la citerne de cire (produit non dangereux) ;</li><li>• Stockage de 3 citernes de résines (produit non dangereux) ;</li><li>• Stockage de 5 citernes d'huiles (produit non dangereux) ;</li></ul> Une signalisation informant des dangers est présente sur les citernes stockées en extérieur ainsi que sur les racks des produits stockés dans les ateliers.  Lors de la visite d'inspection, les produits inspectés par sondage disposaient d'une étiquette.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
<b>Constats :</b> L'exploitant est à la fois utilisateur et fabricant de produits chimiques.  Les fiches de données de sécurité (FDS) sont mises à la disposition des employés via SAP et dans un classeur en papier. Les fiches de données de sécurité des produits fabriqués sur le site sont disponibles sur le site internet de l'entreprise.  Certaines FDS de produits utilisés sur le site, consultées durant l'inspection, semblent obsolètes car antérieures à 2020. <b>Demande n°1 :</b> Pour les produits dangereux dont les fiches de données de sécurité sont antérieures à 2020, l'exploitant se rapprochera de ses fournisseurs afin d'obtenir les fiches de sécurité mises à jour (délai : 3 mois).  Certaines FDS des produits fabriqués sur le site ont été consultées par sondage. Ces fiches de données de sécurité dataient de 2022 et n'appellent pas d'observation particulière de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni un calcul des rétentions du site.  Les volumes de rétention des zones résine, cire et huile sont conformes aux prescriptions fixées par l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.  Le volume de rétention de l'aire de déchargement est également conforme.  Les ateliers Magasin -M2 et Atelier de production-PU-M5 sont considérés par l'exploitant comme des rétentions. Le volume de rétention associé au bâtiment M2 est de 287 m <sup>3</sup> et le bâtiment M5 de 216 m <sup>3</sup> . Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de donner un volume des produits stockés dans lesdits ateliers afin de vérifier que le volume de rétention est bien suffisant. L'extraction des produits présents sur le site, effectuée par l'exploitant, indiquée qu'environ 172 tonnes de produits sont stockés dans le bâtiment M2.  <b>Demande n°2 :</b> L'exploitant indiquera le volume de produits maximum qui peut être stocké dans chacun des deux bâtiments et justifiera que le volume de rétention des deux bâtiments est suffisant. La capacité de rétention devra avoir un volume au moins égal à 50 % de la capacité totale stockée (en volume) (délai : 3 mois).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI et Arrêté Préfectoral du 27/04/2009, article 6.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions].</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.</p> <p>Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place une procédure « Gestion des rétentions – contrôle de l'étanchéité » dont la dernière révision date de juin 2020.</p> <p>L'exploitant dispose de rétentions en extérieur, bétonnées : rétention cire Sasolwax, rétentions Poly BD huile 1 et 2 et rétention résine chaude indopol.</p> <p>Ces rétentions font l'objet de contrôle d'étanchéité par un contrôle visuel (contrôle de fissures, de chocs...). Les derniers contrôles visuels pour la cuve cire datent de mars 2023 et de septembre 2022. Ces contrôles sont reportés dans un registre, conformément à l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>L'exploitant a indiqué, lors de l'inspection, que le besoin de vidange de la rétention était évalué après chaque pluie. Cependant, la procédure « Gestion des rétentions – contrôle de l'étanchéité » indique une fréquence de vérification du besoin de vidange chaque semaine.</p> <p><b>Demande n°3 :</b> L'exploitant mettra à jour sa procédure afin qu'elle soit en adéquation avec ses pratiques sur le site. Une fréquence de vérification sera rajoutée pour l'action « contrôle visuel » afin que l'étanchéité des rétentions soit vérifiée plus qu'une fois tous les 6 mois. (délai : 3 mois).</p> <p>Concernant la rétention des cuves résine, l'eau de pluie est pompée par un prestataire extérieur deux fois par an, pour être envoyée dans un centre de traitement. Le dernier pompage date de décembre 2022. Le sol de la rétention n'est pas en bon état, du fait des produits stockés.</p> <p><b>Demande n°4 :</b> L'exploitant procédera à la réfection de rétention la résine (délai : 3 mois) et fera procéder à un pompage des eaux de pluie après chaque épisode pluvieux important afin que le volume potentiel de rétention reste disponible en permanence.</p> <p>L'aire de déchargement est utilisée lors du dépôtage des camions citernes au niveau du stockage des huiles. L'exploitant contrôle le pH de l'eau et fait évacuer l'eau de pluie à l'aide de vannes, situées au niveau de la rétention du stockage des huiles. En revanche, un contrôle d'étanchéité n'est pas effectué.</p> <p><b>Demande n°5 :</b> L'exploitant procédera à un contrôle d'étanchéité de la rétention de l'aire de déchargement (délai : 6 mois).</p> <p>Les deux bâtiments M2 et M5 ne font pas l'objet de contrôle d'étanchéité. Le jour de l'inspection, il a été constaté que le sol des 2 bâtiments ne semblait pas complètement étanche. Des rainures étaient présentes sur le sol (cf demande n°4).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale

**N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.</p>
<p><b>Constats :</b>  Les cires, résines et huiles sont stockés sur des rétentions séparées.</p> <p>Les produits chimiques des bâtiments M2 et M5, sont stockés dans des racks différents selon leurs pictogrammes de dangers.  Les produits stockés dans le bâtiment M2 sont principalement des produits inflammables, corrosifs, nocifs et dangereux pour l'homme. Les produits inflammables sont stockés sur un rack dédié, séparé d'environ 5 m des autres.  Les produits corrosifs, nocifs et dangereux pour l'homme sont stockés sur un même rack. Les produits corrosifs peuvent être des acides ou des bases, et sont des produits incompatibles. Le jour de l'inspection, aucune base n'a été visualisée.  Il est également à noter que certains produits dangereux pour l'homme sont incompatibles avec les corrosifs-acides.</p> <p>Comme indiqué plus haut, les sols des bâtiments M2 et M5 sont considérés comme des rétentions. D'après l'article 25.II de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p><b>Demande n°6 :</b> Conformément à l'article 25.II de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 et considérant que les bâtiments M2 et M5 font office de rétention pour les produits stockés dans ces bâtiments, que les produits sont susceptibles d'être incompatibles et considérant le fait que les sols des bâtiments cités ne sont pas entièrement étanches (cf constat n°4), il est demandé à l'exploitant de fournir un plan d'actions correctives avec un échéancier afin de stocker ces différents produits sur des rétentions dédiées (ex : rétention sous les racks, reprise de l'étanchéité des sols) (délai : 3 mois).  L'exploitant ne stockera pas les produits susceptibles d'être incompatibles sur une même rétention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale



**N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un état des matières stockées, mis à jour au moins deux fois par an. Cet état des matières stockées permet de connaître la liste des produits présents sur le site, y compris les produits non dangereux, ainsi que d'autres informations comme leur localisation, leur(s) éventuel(s) pictogramme(s) de danger, etc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place une procédure en cas d'épandage de liquides au sol. Le contenu de ladite procédure n'a pas été abordé durant l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet